

A titre de ministre du Commerce extérieur, personne ne connaît mieux que moi les répercussions que la législation corrective sur le commerce aux États-Unis peut avoir sur nos exportations. Nous avons constaté son incidence sur les bardeaux, le poisson, le bois d'œuvre et les produits agricoles. Ces décisions unilatérales au sujet de ce qu'ils estiment être une façon d'agir injuste constituent un problème qui nous divise. Les Américains prétendent que ce sont des lois équitables, mais elles ne le sont pas. Les Américains prétendent ne pouvoir accepter des importations subventionnées ou vendues à perte en provenance du Canada. Nous sommes d'accord là-dessus. Nous ne voulons pas les leurs non plus. Toutefois, nous avons besoin d'une meilleure approche pour régler ces problèmes. Si tout marchait rondement, nous n'aurions besoin d'aucun changement de part et d'autre. Chose certaine, les lois actuellement en vigueur ne sont pas efficaces et nous devons chercher un moyen d'éliminer les problèmes au lieu de dresser de nouveaux obstacles à la frontière. Nous devons établir un régime qui veillera à ce qu'aucun pays ne soit pénalisé avant d'avoir recouru à une méthode juste et impartiale afin de régler les litiges en fonction de règles convenues.

Permettez-moi de rappeler le message que le premier ministre adressait en termes si nets à la Chambre. Il n'y aura aucun accord sans ce changement. Le gouvernement actuel ne signera aucun accord faisant des travailleurs ou des secteurs industriels canadiens des otages assujettis aux caprices imprévisibles du protectionnisme américain. Les Canadiens veulent soutenir ouvertement la concurrence dans un marché élargi avec des règles explicites et un accès équitable et c'est un accord de ce genre que nous recherchons. Pour ceux qui doutent des retombées d'un marché commercial de ce genre avec les États-Unis, ils n'ont qu'à considérer l'économie florissante du centre-sud de l'Ontario. Cette prospérité est en majeure partie fondée sur ce qui correspond en somme à un libre-échange dans le domaine de l'automobile. Mon collègue, le ministre des Finances (M. Wilson), parlera plus précisément de l'Accord sur l'automobile un peu plus tard durant le débat. Permettez-moi simplement de rappeler

aux députés que cet accord a soulevé une vive controverse lorsqu'il a été négocié il y a plus de 20 ans. Le chef du NPD n'a jamais cessé de réclamer qu'on le renégocie. Au lieu de cela, il constitue un succès retentissant et crée des milliers d'emplois en Ontario. Les députés d'autres régions du pays considèrent avec envie cette prospérité fondée sur les échanges commerciaux en Ontario. Cependant, nous nous demandons principalement pourquoi nos travailleurs et nos industries ne pourraient pas avoir la même chance. Si le libre-échange est avantageux en Ontario, pourquoi ne le serait-il pas pour la région de l'Atlantique, pour le Québec, pour les Prairies et pour la Colombie-Britannique? Y a-t-il une meilleure façon de remédier aux disparités régionales que de donner aux autres régions la possibilité d'être compétitives sur le marché américain et de pouvoir lutter à armes égales?

Notre gouvernement a précisé l'objectif qu'il vise dans ces négociations avec les États-Unis et il en a donné les raisons, soit d'assurer un avenir économique sûr à la génération actuelle et aux générations à venir. Nous croyons fermement que le libre-échange est la meilleure façon d'y parvenir. Nous avons un projet et nous sommes sur la bonne voie.